

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 15/04/4.1

SEANCE DU 14 AVRIL 2015

L'AN DEUX MILLE QUINZE ET LE QUATORZE AVRIL à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	23	9	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, , Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Corinne BESSON, Julien ROCCHIA, Jean-Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Robert ARPINO, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Nicole MARCHESI.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : Avenant n° 2 au contrat de Délégation de Service Public conclu entre la Ville et la SEERC

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune d'Ollioules est liée à la SEERC, son délégataire pour son service d'alimentation en eau potable, depuis le 25 janvier 1991.

Ce partenariat a permis depuis cette date de confier à un professionnel de l'eau la gestion d'un service public à fort enjeu (sécurité de l'approvisionnement et qualité de l'eau livrée ...).

Depuis l'origine, un seul avenant n° 1 a été signé (en 2006) fondé notamment, sur des ajustements contractuels du contrat et sur la mission confiée à la SEERC d'effacement de plus de 1 500 branchements au plomb. Il s'agit aujourd'hui du seul avenant tarifaire conclu avec la SEERC dont l'amortissement (partie plomb) est prévu jusqu'au terme du contrat, soit en 2021.

Monsieur le Maire rappelle encore que ce même contrat de Délégation de Service Public signé avec la SEERC étant concerné par la jurisprudence commune d'OLIVET, le terme du contrat prévu au 25 janvier 2021 a été confirmé après avis du Directeur Départemental des Finances Publiques (notre délibération du 15 décembre 2014).

Monsieur le Maire informe ainsi l'assemblée que sur sollicitation de notre partenaire, des échanges et négociations ont été engagés, pour, jusqu'au terme du contrat, traiter des conditions de mise en œuvre d'un avenant n° 2.

Après de nombreuses réunions de travail traitant notamment des conditions financières, techniques et juridiques d'un futur avenant, le consensus recherché a été trouvé permettant la poursuite du contrat jusqu'à son terme dans de bonnes conditions.

Monsieur le Maire explique ainsi que l'avenant proposé repose sur 8 moyens :

- la mise en œuvre de la nouvelle législation sur les surconsommations modifiant le règlement de service,
- la substitution d'indices d'actualisation de tarifs à ceux supprimés, la formule de révision des prix restant la même,
- les contraintes réglementaires tenant à la mise en place du guichet unique qui impacte les obligations de la SEERC,
- l'intégration au contrat d'un nouveau réservoir de 2 000 m³ construit et financé par la Ville,
- la création d'un fonds de travaux réseaux pour répondre à des urgences de travaux de renouvellement de canalisation,
- la création d'une catégorie d'usagers couverte par un prix spécial dit « tarif d'intérêt général »,
- la suppression de la ristourne remplacée par la part communale (terme mentionné sur les factures),
- enfin, la création d'un fonds de solidarité communale d'aide aux usagers en difficulté.

Monsieur le Maire explique encore que l'impact financier de l'ensemble de ces motivations jugées nécessaires pour garantir la poursuite d'un service performant (sécurisation de l'alimentation en eau potable sur toute la commune, qualité de l'eau distribuée ...), a été minimisé pour aboutir à une hausse de 2,82 % du prix de l'eau sur la base d'une facture type de 120 m³.

A cet effet, la commission de Délégation de Service Public, sollicitée du fait de l'appréciation du seuil de 5 % par cumul des avenants n° 1 & 2, a émis un avis favorable à l'unanimité envers ce projet d'avenant n° 2.

Enfin, Monsieur le Maire ajoute que dans le cadre des négociations engagées, la commune a obtenu à titre gracieux, de son délégataire, le déploiement d'un système de télérelève de l'ensemble de ses compteurs communaux.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 1411-6,

Vu la convention de Délégation de Service Public signée entre la Ville et la SEERC le 25 janvier 1991 pour sa gestion du service d'alimentation en eau potable,

Vu l'avenant n° 1 au contrat de DSP signé entre la Ville et la SEERC le 22 mai 2006,

Vu la délibération de la commune approuvant le terme de la DSP au 25 janvier 2021 au titre de la jurisprudence commune d'OLIVET,

Considérant que la SEERC a sollicité la commune pour la réalisation d'un avenant n° 2 à son contrat de DSP,

Considérant qu'au regard des motivations sus exposées la commune est appelée à entendre la demande de son délégataire,

Considérant les négociations engagées depuis plusieurs mois,

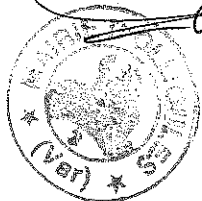
Considérant le projet d'avenant annexé,

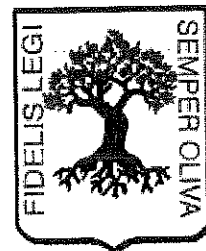
Considérant enfin l'avis favorable unanime de la commission de DSP réunie le 1^{er} avril 2015,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

- 1 – APPROUVE l'avenant n° 2 au contrat de DSP signé avec la SEERC pour le service d'alimentation en eau potable de la commune (contrat et annexes).
- 2 – AUTORISE Monsieur le Maire à le signer.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI

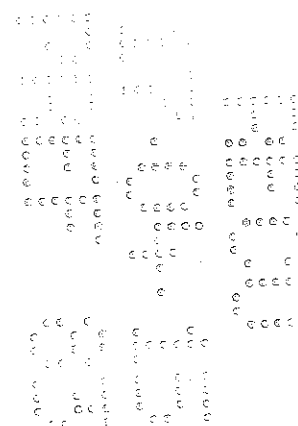




Or

Ville d'OLLIOULES

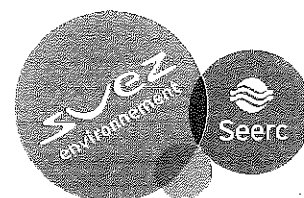
Département du Var



Avenant n°2

Au contrat de Délégation du service public de l'eau potable
Enregistré en Préfecture de Toulon

Le 25 janvier 1991



ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Ville d'OLLIOULES, représentée par **Monsieur Robert BENEVENTI**, son **Maire**, agissant en cette qualité et autorisé aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 2015,

et dénommée ci-après « la Collectivité »

d'une part,

ET,

SEERC (Société d'Équipement et d'Entretien des Réseaux Communaux), société anonyme au capital de **7.360.000 euros**, ayant son siège social au **270, Rue Pierre Duhem – Le Crossroad Bat A BP20008 – Pôle d'activité d'Aix en Provence – 13791 Aix en Provence**, inscrite au registre du commerce et des sociétés de **Aix en Provence** sous le numéro **601 620 594**, représentée par **Monsieur Rodolphe LELIEVRE**, Directeur Général Délégué, agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués,

et dénommée ci-après « le Déléguataire »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

EXPOSÉ PRÉALABLE

Par Contrat d'Affermage signé le 25 janvier 1991, la Commune d'Ollioules a confié la gestion de son service public de l'eau potable à la Société d'Équipement et d'Entretien des Réseaux Communaux (SEERC).

Le contexte de la signature du présent avenant est le suivant :

Premièrement,

Une nouvelle législation s'applique aux surconsommations constatées pour les abonnés de locaux d'habitation en cas d'augmentation anormale de leur consommation liée à une fuite (loi dite « Warsmann » n°2011-525 du 17 mai 2011 et décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012, codifiées aux articles L2224-12-4, R2224-10-1 et R2224-19-2 du code général des collectivités territoriales).

La Collectivité et le Délégué ont décidé d'intégrer au contrat ces nouvelles dispositions en matière de surconsommation pour fuites et de modifier le règlement du service.

Deuxièmement,

Certains indices présents dans la formule d'actualisation des tarifs ont été supprimés par l'INSEE et remplacés par de nouveaux représentatifs des mêmes secteurs d'activité.

La Collectivité et le Délégué ont donc convenu de mettre à jour la formule d'actualisation des tarifs en remplaçant respectivement les indices ICHTTS1 et ELBT par ICHT-E et 351106.

Troisièmement,

Au vu des dommages déplorés chaque année lors de travaux effectués au voisinage des réseaux aériens ou souterrains implantés en France, et à la faveur de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle II », l'Etat a engagé une profonde réforme de la réglementation visant à prévenir les dommages causés aux réseaux lors de travaux. Elle a procédé à la modification du code de l'environnement dans ses articles L. 554-1 à 5 et R. 554-1 et suivants, à la publication de décrets et d'arrêtés d'application, d'un guide technique et de la norme NF S 70-003.

Cette réforme entrée en vigueur au 1er juillet 2012 prévoit l'instauration du guichet unique, répertoire des réseaux permettant aux responsables de travaux de déclarer leurs chantiers auprès des exploitants et la refonte de la réglementation visant la prévention des dommages aux réseaux lors de travaux, abrogeant ainsi l'actuelle fondée sur le décret du 14 octobre 1991.

Cette réforme impacte substantiellement les obligations réciproques des exploitants de réseaux, des collectivités en charge de la coordination des travaux effectués sur la voirie et sur le domaine public, des collectivités responsables de la police de la sécurité sur le territoire communal, des maîtres d'ouvrages et des exécutants de travaux dans la gestion de leurs activités sur le territoire de la commune d'OLLIOULES.

La Collectivité en tant que l'instance organisatrice du service public de l'eau demande au Délégué d'engager les modifications nécessaires à son organisation pour répondre aux obligations prévues par cette réforme et celle du Décret n° 2012-97 pour permettre

l'amélioration de la prévention des dommages lors des travaux qui seront réalisés sur son territoire.

L'ensemble de ces dispositions est intégré au contrat et à ses annexes.

Quatrièmement,

La Collectivité a réalisé, dans le cadre de marché public, la construction d'un nouveau réservoir de 2 000 m³ au lieu dit « Courtine ». Cet ouvrage non prévu initialement au contrat est reversé au périmètre délégué et donne droit conformément aux dispositions contractuelles à révision des rémunérations du Délégataire.

Cinquièmement,

Pour tenir compte du vieillissement des réseaux d'eau, la Collectivité et le Délégataire ont décidé de créer un Fonds de Travaux Réseaux permettant de répondre aux besoins urgents de renouvellement de canalisations.

Ces dispositions non prévues initialement au contrat sont intégrées dans l'exploitation du service.

Sixièmement,

La Collectivité et le Délégataire ont décidé de créer une catégorie d'usagers sous l'appellation « Tarif d'Intérêt Général » afin de tenir compte de l'économie spécifique liée aux abonnements desservant des immeubles communaux assurant une mission d'intérêt général. Cette catégorie d'utilisateur fera l'objet du déploiement d'une télérelève des compteurs d'eau afin de limiter au plus juste les coûts de fonctionnement de ces immeubles.

Le Délégataire intègre donc dans la structure tarifaire un tarif d'intérêt général et déploie les installations techniques nécessaires à la télérelève des compteurs desservant les bâtiments communaux de la Collectivité.

Septièmement,

Le contrat intègre le versement par le Délégataire d'une ristourne à la Collectivité issue des recettes du Délégataire.

La Collectivité et le Délégataire ont convenu de procéder à une abrogation de cette clause en procédant à une dégressivité de versement en 3 ans permettant à la Collectivité de mettre en œuvre sa redevance « part communale » tout en garantissant la continuité de son budget communal du service public de l'eau potable.

Huitièmement,

Afin de favoriser un accès à l'eau pour tous, les parties conviennent de créer un fonds de solidarité communale d'aide aux usagers démunis qui seraient éligibles à cette aide, permettant de réduire la charge financière afférente à leur facture d'eau.

Le Délégataire intègre donc dans les charges du service un fonds de solidarité.

En conséquence les parties ont convenu des dispositions suivantes :

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de :

1. intégrer dans le contrat et le règlement de service les dispositions issues de la loi dite « Warsmann » relative aux surconsommations en cas de fuite ;
2. mettre à jour la formule d'actualisation afin de tenir compte de la suppression de certains indices ;
3. prendre en compte l'impact de la Réglementation « Construire sans Détruire » sur la gestion du service et la rémunération du Déléataire ;
4. intégrer au patrimoine délégué le nouveau réservoir de Courtine ;
5. créer un fonds de travaux réseaux permettant de répondre aux opérations urgentes de renouvellement de canalisations ;
6. créer une tarification d'intérêt général pour les abonnements des immeubles communaux pour lesquels la charge de consommation de l'eau potable est assurée par la Collectivité ;
7. supprimer les dispositions de l'article 5 du contrat concernant le reversement d'une ristourne ;
8. intégrer la prise en compte d'un fonds social de solidarité communale d'aide aux usagers en difficulté.

ARTICLE 2 : DUREE

La durée du contrat d'affermage fixée à trente ans est confirmée, conformément à la délibération n°14/12/4.3 du 15 décembre 2014 faisant suite à l'avis de la Direction Départementale de la Finance Publique.

Le contrat arrivera donc à échéance le 24 janvier 2021.

ARTICLE 3 – NOUVEAUX OUVRAGES

Le réservoir de stockage d'eau potable situé quartier « Courtine » d'une capacité de 2000m³ est intégré au patrimoine délégué.

Il sera géré conformément aux dispositions contractuelles en vigueur.

La Collectivité transmettra au Déléataire dans les meilleurs délais l'ensemble des plans et coupes concernant l'ouvrage réalisé.

Un réservoir de stockage d'eau potable va être construit par la Collectivité sur le quartier Faveyrolles, d'une capacité à déterminer. Cet ouvrage pourra alimenter les nouvelles zones d'activités. Sa construction fera l'objet d'une consultation technique du Déléataire.

Ce nouvel ouvrage ainsi réalisé, sera géré et intégré conformément aux dispositions contractuelles en vigueur après réception définitive par la Collectivité. Cette intégration ne fera pas l'objet d'une révision tarifaire par le Déléataire.

La Collectivité transmettra au Déléataire dans les meilleurs délais l'ensemble des plans et coupes concernant l'ouvrage une fois réalisé.

ARTICLE 4 – CONDITIONS PARTICULIERES

L'article 5 du contrat « Conditions particulières » et les articles 2,3 et 5 de l'avenant n°1 sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

« ARTICLE 5 – CONDITIONS PARTICULIERES

5-1 Droit d'exploitation du service.

En contrepartie du droit d'exploiter en affermage le service de distribution d'eau de la Collectivité, le Délégué a versé à celle-ci une contribution spéciale de 4.500.000 F (686 020.58 €) réglée suivant calendrier ci-après :

- * 2.100.000 F soit 320 142,94 € à la date d'application du contrat,
- * 1.200.000 F soit 182 938,82 € un an après la date d'application du contrat,
- * 1.200.000 F soit 182 938,82 € deux ans après la date d'application du contrat.

Ces montants seront amortis dans la comptabilité du Délégué sur la durée du contrat.

5-2 Redevance Communale d'Assainissement

Conformément aux dispositions de l'article R 2224-19-7 du CGCT, le Délégué sera chargé du recouvrement des redevances d'assainissement (assainissement collectif et non collectif) sur le périmètre de la Collectivité.

Les dispositions techniques et financières de cette facturation sont précisées dans une convention de facturation signée entre les parties.

5-3 Remise des biens par la Collectivité

Les matériels, véhicules, outillages et mobiliers affectés au service de l'eau, suivant liste contradictoire, ont été cédés au Délégué pour un montant global et forfaitaire de 500.000 F (soit 76 224,51 € H.T) versé à la Collectivité à la date d'application du contrat.

5-4 Fonds de solidarité communale

Le Délégué met en place, chaque année, un Fonds de Solidarité Communale dont l'objectif est de diminuer la charge financière afférente à la redevance d'eau potable, pour les usagers démunis qui seraient éligibles à cette aide.

Pour la dotation de ce Fonds, le Délégué affecte un montant de 5 000,00 € par an (valeur 1^{er} janvier 2014). Ce montant sera révisé au 1^{er} janvier de chaque année selon la même évolution que le coefficient de révision des tarifs de base prévus à l'article 33 et calculé prorata temporis pour les années incomplètes.

Le Délégué effectuera le versement du montant annuel au 1^{er} mars de chaque année à la Collectivité.

Le centre communal d'action social (CCAS) sera seul décisionnaire des usagers éligibles et transmettra au Délégué la liste des usagers bénéficiaires pour mise à jour de sa base clientèle dans le cadre des actions de recouvrement.

5-5 Télérelève des compteurs :

La Collectivité autorise le Délégataire à déployer un système de télérelève des compteurs d'eau potable.

Le Délégataire équipera à sa charge, sous 1 an à compter du 1^{er} avril 2015, l'ensemble des compteurs communaux permettant à la Collectivité de maîtriser les charges de consommation.

Les émetteurs déployés constituent des biens de retour. Les autres équipements (récepteurs, logiciels...) constituent des biens propres du Délégataire.

Les récepteurs seront installés sur des bâtiments communaux et mis en œuvre dans un délai d'1 an à compter du 1^{er} avril 2015, sous réserve d'obtention des conventions d'occupation.

Le Délégataire pourra proposer aux usagers au fur et à mesure du déploiement, d'équiper leur compteur à leur charge sur la base du bordereau des prix annexés au contrat.»

Les engagements du Délégataire concernant la télérelève sont détaillés en annexe3.

ARTICLE 5 – OBLIGATION DE CONSENTIR DES ABONNEMENTS

L'article 13 du contrat « Obligation de consentir des abonnements » et l'article 8 de l'avenant n°1 sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

« ARTICLE 13 – OBLIGATION DE CONSENTIR DES ABONNEMENTS

Le Délégataire est tenu, dans les conditions prévues au présent contrat et par le règlement du service, de fournir de l'eau potable à toute personne qui demande à contracter un abonnement pour tout immeuble situé sur le parcours des canalisations de distribution faisant l'objet du présent affermage.

La souscription d'un abonnement ouvre droit au versement de frais d'accès au service dont le montant est précisé en annexe du règlement de service.

Les abonnements au service d'alimentation en eau potable sont semestriels. Ils se renouvellent par tacite reconduction. Les contrats peuvent être conclus par les propriétaires ou par toute personne titulaire d'un titre ou d'une autorisation régulière d'occupation de l'immeuble. Lorsqu'un nouvel abonné contracte un abonnement au cours d'une période de consommation le montant de la part fixe dû est calculé *pro rata temporis*.

L'abonné peut résilier son contrat à tout moment avec un préavis défini au règlement du service. Lors de la résiliation, le Délégataire effectue un relevé du compteur sur la base duquel est établie la facture de solde du compte de l'abonné. Le montant de la part proportionnelle est calculé au vu du nouvel index ; la part fixe perçue d'avance est remboursée sur la base d'un calcul *pro rata temporis*.

La demande de résiliation est présentée selon les modalités fixées par le règlement de service.

La souscription et la résiliation d'un abonnement donnent lieu au paiement par l'abonné des prestations prévues en annexe au règlement du service. »

ARTICLE 6 – TRAITEMENT DES SURCONSOMMATIONS

L'article 4 de l'avenant n°1 est abrogé et l'article 75 du contrat « Paiement des sommes dues au Déléataire par les abonnés » est complété d'un alinéa 'e' rédigé comme suit :

« e) Traitement des surconsommations

Un usager domestique peut bénéficier d'un dégrèvement sur sa facture d'eau en cas de consommation anormalement élevée provenant d'une fuite après compteur à l'exclusion des fuites :

- visibles ;
- dues à sa négligence ou faute (défaut d'entretien, de conception de l'installation, inaccessibilité ou non conformité du poste de comptage empêchant le relevé du compteur...);
- dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage.

Dans le mois qui suit le constat de la fuite, l'abonné devra informer le Déléataire et lui fournir une facture d'une entreprise de plomberie indiquant que la fuite a été réparée et précisant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

Le volume facturé pour la période de relevé concernée, sera alors limité à deux fois la consommation normale.

Par consommation normale il faut entendre :

- le volume moyen relevé pendant la même période sur les trois années précédentes ;
- à défaut le volume moyen calculé relevé sur une durée au moins égale à un an ;
- à défaut le volume moyen calculé en utilisant les données disponibles sur les clients de même catégorie.

Le dégrèvement ainsi attribué sera appliqué sur les redevances part Déléataire et part Collectivité.

En revanche, ne peuvent donner lieu à un écrêtement de la facture :

- les fuites des canalisations utilisées pour alimenter une activité professionnelle exercée hors d'un logement, quelle que soit la nature de l'activité professionnelle : commerciale, artisanale, industrielle, agricole, administrative, sanitaire, etc... ;
- les fuites des canalisations utilisées pour alimenter des locaux ouverts au public ;
- les fuites des canalisations qui alimentent des terrains ou des locaux autres que des logements, lorsque ces terrains ou locaux sont loués ou mis à disposition d'un tiers par l'abonné pour un usage quelconque. »

ARTICLE 7 – REGLEMENT DU SERVICE

L'article 11 du contrat « Règlement du Service » et l'article 14 de l'avenant n°1 sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

« ARTICLE 11 – REGLEMENT DU SERVICE

Un règlement du service délégué précise les conditions dans lesquelles le service est délivré aux abonnés.

Il comprend notamment le régime des abonnements, les dispositions techniques relatives aux branchements et aux compteurs, les conditions de paiement et toutes autres dispositions qui n'auraient pas été réglées par le contrat de délégation.

Le Déléataire remet le règlement du service à chaque abonné au moment de la souscription d'un abonnement.»

Le règlement du service en vigueur est abrogé et remplacé par le Règlement du Service présenté en annexe 1 du présent avenant.

ARTICLE 8 – PART COMMUNALE EAU POTABLE

L'article 31 du contrat intitulé « Redevances d'assainissement et autres taxes » est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« ARTICLE 31. PART COMMUNALE EAU POTABLE

Le Déléataire est chargé pour le compte de la Collectivité de percevoir auprès des usagers du service de l'eau potable, la part communale d'eau potable fixée par la Collectivité.

Le montant de la part communale est décidé par délibération de la Collectivité. Cette délibération précise la date d'entrée en vigueur de la nouvelle part communale.

Cette décision est notifiée au Déléataire au plus tard le 31 décembre de chaque année pour application aux périodes de facturation de l'année suivante. À défaut de notification, le Déléataire reconduit la part communale antérieure sur toute la période de consommation.

Après notification, comme pour la part Déléataire, pour l'ensemble des consommations échues et si pour une même période de facturation des tarifs différents de la redevance sont connus, un *prorata temporis* sera appliqué.

Le Déléataire reverse à la Collectivité les sommes ainsi encaissées dans les conditions suivantes :

- au 15 avril N au plus tard: la totalité des sommes encaissées entre le 1er octobre N-1 et le 31 mars N ;
- au 15 octobre N au plus tard: la totalité des sommes encaissées entre le 1er avril N et le 30 septembre N.

Chaque versement est assorti d'un état récapitulatif sur lequel sont clairement mentionnés :

- la période de facturation rattachée aux sommes versées ;
- le volume global par tranche de facturation, le prix unitaire et le montant global facturé ;
- le nombre de clients mensualisés ;
- l'état des irrécouvrables admis en non valeur sur la période ;
- le nombre de factures émises sur la période, l'eau potable ;
- l'état détaillé des impayés, des irrécouvrables, et des dégrèvements en fin de période.

Lorsque le contrat prend fin de quelque manière que ce soit, le Déléataire verse à la Collectivité le solde de la part Collectivité encaissée, au plus tard un mois après la cessation d'effet du contrat.

Pour la période 2015-2017, afin de mettre fin progressivement au reversement de ristourne prévu au contrat de base, le Déléataire versera à la Collectivité les montants suivants :

Date de versement :	Montant annuel (en valeur 01/01/2015 – k= 1,2494)
1 ^{er} Octobre 2015	117 000,00 € H.T
15 Avril 2016	58 500,00 € H.T
15 Avril 2017	40 000,00 € H.T

Les montants indiqués sont pour une année pleine et *prorata temporis* en année incomplète ; et constituent des recettes d'exploitation pour la Collectivité. Les montants seront actualisés avec la formule de révision de l'article 33 du contrat de délégation.»

ARTICLE 9 – REMUNERATION DU DELEGATAIRE

L'article 32 du contrat « Prix et Tarif de base » et l'article 10 de l'avenant n°1 sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

« ARTICLE 32 – PRIX ET TARIF DE BASE

En contrepartie des charges qui lui incombent en exécution du cahier des charges, le Déléataire perçoit auprès des abonnés du service, quel que soit l'usage de l'eau, une rémunération de base à laquelle s'ajoutent le cas échéant, la part de la Collectivité et les divers droits, redevances et taxes réglementaires (Agence de l'Eau, VNF, TVA...).

La rémunération du Déléataire est composée de deux termes :

- un abonnement semestriel (AR_0) perçu à terme échu ;
- une redevance (R_0) proportionnelle à la consommation relevée sur les compteurs d'eau potable.

32.1 - Abonnement au service (AR_0) :

ABONNEMENT = partie fixe semestrielle en euros hors taxes,

Toutes Catégories d'usagers	Montant de base
Tous Diamètres compteur	5,91 € HT / semestre

Date de valeur des tarifs : 1^{er} janvier 2015.

Date d'application des tarifs : 1^{er} mars 2015.

Pour les abonnements relatifs à des immeubles ou des groupes d'habitations comportant plusieurs unités alimentés par un seul compteur, la part fixe d'abonnement sera égale à $AR_0 * n$, où n sera le nombre de logements et de locaux à usage de commerces et de bureaux alimentés à partir du même compteur.

Pour l'ensemble des abonnements et en cas de souscription ou de résiliation en cours de période d'abonnement, l'abonnement est calculé au prorata temporis avec une quinzaine indivisible.

32.2 - Redevance de consommation (R_0) :

Les volumes consommés résultent des relevés de compteurs effectués chaque semestre ou estimés pour le premier semestre de l'année sur la base de 50% de la consommation annuelle précédente.

a) Usagers domestiques et industriels : $R_0 = r1_0 + r2_0$

PARTIE PROPORTIONNELLE = prix en euros hors taxes par mètre cube consommé.

Tranche de consommation semestrielle	Prix proportionnel au m ³ consommé : $r1_0$ (€ HT)
T1 : 0 à 30 m ³ /sem	0,881
T2 : 31 à 3 000 m ³ /sem	1,314
T3 : 3 001 à 6 000 m ³ /sem	0,898
T4 : 6 001 à 20 000 m ³ /sem	0,305
T5 : 20 001 à 50 000 m ³ /sem	0,543
T6 : Au-delà de 50 000 m ³ /sem	1,314

Date de valeur des tarifs : 1^{er} janvier 2015.

Date d'application des tarifs : 1^{er} mars 2015.

b) Tarif d'Intérêt Général : $R_0 = r_{IG} + r2_0$

Les abonnements desservant des immeubles communaux pour lesquels la charge de consommation de l'eau potable est assurée par la Collectivité sont relatifs à des usages d'intérêt général. Le tarif suivant leur est applicable :

PARTIE PROPORTIONNELLE $r_{IG0} = 0,90$ Euros hors taxes par mètre cube consommé.

Date de valeur des tarifs : 1^{er} janvier 2015.

Date d'application des tarifs : 1^{er} mars 2015.

c) Tarif de renouvellement des branchements en plomb : $r2_0$

En contrepartie des renouvellements de branchement en plomb effectué par le Délégué (1504 unités * 1200 € H.T en valeur 2005), le Délégué percevra une redevance par m³ consommé auprès de toutes les catégories d'usagers suivante :

PARTIE PROPORTIONNELLE $r2_0 = 0,147$ Euros hors taxes par mètre cube consommé.

Date de valeur des tarifs : 1^{er} janvier 2015.

Date d'application des tarifs : 1^{er} mars 2015.

32.3 - Facturation :

Il est procédé à deux facturations par an. »

ARTICLE 10 – EVOLUTION DU TARIF DE BASE

L'article 33 du contrat « Evolution du tarif de base » modifié par l'avenant n°1 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« ARTICLE 33 – EVOLUTION DU TARIF DE BASE

Les parties conviennent d'indexer les tarifs de base définis à l'article précédent semestriellement, au début de chaque période de consommation.

Le Tarif Délégataire comprendra les prix AR et R (r_1 , r_2 et r_{IG}) résultant de l'application des formules de variation suivantes :

- $AR = 38\% \times (AR_0 \times K1) + 62\% \times (AR_0 \times K2)$
- $r_1 = 38\% \times (r_{10} \times K1) + 62\% \times (r_{10} \times K2)$
- $r_2 = r_{20} \times K2$
- $r_{IG} = 38\% \times (r_{IG0} \times K1) + 62\% \times (r_{IG0} \times K2)$

avec

$$\text{➤ } K1 = \frac{ACHO}{ACHO_0}$$

$$\text{➤ } K2 = 0,125 + 0,2528 \frac{ICHT-E}{ICHT-E_0} + 0,0193 \times \frac{351\ 106}{351\ 106_0} + 0,4730 \times \frac{FSD2}{FSD2_0} + 0,1299 \times \frac{TP10A}{TP10A_0}$$

Ces coefficients seront arrondis au dix millième le plus proche (4 décimales), les calculs intermédiaires seront menés avec 5 décimales.

Formule dans laquelle la définition des paramètres est :

Indice	Descriptif de l'indice	Valeur de base indice « 0 » au 01/01/2015
ACHO	Prix du mètre cube d'eau brute en usage normal hors pointe livré par la Société du Canal de Provence au 1 ^{er} janvier de chaque année.	0,11327 € H.T/m ³
ICHT-E	Indice national du coût horaire du travail Production et distribution d'eau-assainissement, gestion des déchets et dépollution publié (hors effet CICE) par l'INSEE	110.5
351106	Indice de l'électricité tarif bleu professionnel option heures creuses base, publié par le Moniteur	121.3
FSD2	Indice des frais divers de catégorie 2 publié par la revue le Moniteur	125.6
TP10A	Indice canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux publié par le Moniteur	135.8

Les prix ainsi obtenus seront arrondis à deux décimales pour l'abonnement et à trois décimales pour les redevances de consommation.

Dans le cas où l'un des paramètres définis ci-dessus cesserait d'être publié, les parties se mettraient d'accord pour lui substituer un ou des paramètres équivalents qui feraient l'objet d'un échange de lettres avec accusé de réception. Le Délégataire proposera à la Collectivité des indices équivalents de remplacement en indiquant la valeur et le mode de calcul du coefficient de raccordement entre l'ancien et le nouvel indice. Les nouveaux indices prendront effet à la date de remplacement de fin de publication.

A chaque semestre de facturation, le Délégataire adressera à la Collectivité, une lettre d'information concernant le détail du calcul de l'actualisation du prix de l'eau (AR et R). »

ARTICLE 11 – REGLEMENTATION « CONSTRUIRE SANS DETRUIRE »

Le présent article définit les conditions dans lesquelles la Collectivité confie au Délégataire les obligations relatives à la mise en œuvre de la réforme de la réglementation visant la prévention des dommages causés aux réseaux lors de travaux souterrains.

1. Guichet Unique

L'article 58 du contrat « Remise en cours de contrat des installations neuves » est complété d'un alinéa 'c' rédigé comme suit :

« c) Mise à jour de l'inventaire

Conformément aux dispositions des articles R.554-7 et suivants du code de l'environnement, le Délégataire procède au référencement initial et au zonage du réseau sur le guichet unique prévu à l'article L. 554-2 du code de l'environnement. Il réalise les mises à jour nécessaires dans les délais et formats prescrits par la réglementation.

Lorsqu'annuellement le Délégataire procède à la déclaration prévue à l'article R. 554-10 du code de l'environnement, il intègre dans les données celles relatives au réseau exploité dans le cadre du présent contrat.

Le Délégataire s'acquitte chaque année de la redevance prévue à l'article L. 554-5 du code de l'environnement au titre des ouvrages exploités au 31 décembre de l'année précédente dans le cadre du présent contrat.

L'inventaire est tenu à jour par le Délégataire, afin de tenir compte :

- des nouveaux biens achevés depuis la dernière mise à jour, intégrés au service délégué ;
- des évolutions concernant les biens déjà répertoriés à l'inventaire ;
- des biens mis hors service, démontés ou abandonnés ;
- des informations recueillies lors des interventions sur les ouvrages. »

2. Obligations en tant que responsable de projet et exécutant de travaux

Le chapitre V du contrat « Régime des Travaux » est complété d'un préambule rédigé comme suit :

« Chapitre V – REGIME DES TRAVAUX

Pour répondre aux dispositions prévues dans l'Article L554-1 du code de l'environnement, et pour tout chantier le nécessitant, le Délégataire :

- consulte le guichet unique, procède aux déclarations de projet de travaux, d'intention de démarrer les travaux nécessaires ;
- diligente les investigations complémentaires nécessaires ;
- intègre à ses marchés de travaux les conditions techniques et financières particulières permettant à l'exécutant des travaux :

- d'appliquer les précautions nécessaires à l'intervention à proximité des ouvrages ou tronçons d'ouvrages lorsque la position des réseaux n'est pas connue avec une précision suffisante ;
 - de ne pas subir de préjudice en cas d'arrêt de travaux dû à la découverte, d'écarts notables de position entre les données communiquées avant le chantier et la situation constatée au cours du chantier, ou d'endommagement accidentel d'ouvrages dans les conditions prévues à l'article R 554-28 du code de l'environnement ;
 - de ne pas subir de préjudice en cas de report des travaux justifié en cas de retard dans l'engagement des travaux dû à l'absence de réponse d'un exploitant à une relance fondée, dans les conditions prévues à l'article R 554-26 du code de l'environnement.
- respecte et veille au respect par ses exécutants des prescriptions techniques fixées par le guide technique et la norme NF-S70-003.»

3. Situations d'urgence

Pour prendre en compte les impacts de la réglementation sur le cas spécifique des travaux en urgence et des sinistres, l'article 68 « Conditions particulières du service » est complété d'un alinéa 'c' rédigé comme suit :

« c – Situation de crise

Le Délégué est chargé d'appliquer les mesures nécessaires

- ✓ au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise ;
- ✓ au respect des dispositions de l'Article R 554-32 du code de l'environnement.»

Le Bordereau des prix est complété des éléments liés à l'intégration des contraintes ci-dessus s'appliquant aux travaux neufs (Annexe 3).

ARTICLE 12 – RENOUELEMENT

L'article 25 du contrat « Renouvellement » est abrogé ainsi que le dernier alinéa de l'article 26 et remplacé par ce qui suit :

« ARTICLE 25 – RENOUELEMENT

25.1 - Définition

Les travaux de renouvellement et de grosses réparations comprennent toutes les interventions qui n'entrent dans le cadre, ni de l'entretien et des réparations courantes visées à l'article 21, ni des opérations spécifiques d'extension ou de renforcement des installations du service affermé visées à l'article 26.

Les travaux de renouvellement sont de deux ordres :

- **Renouvellement fonctionnel** : il s'agit d'opérations nécessaires à la continuité du service.
- **Renouvellement patrimonial** : il s'agit d'opérations programmées pluriannuellement en vue d'assurer la préservation du patrimoine de la Collectivité et dont le financement est

assuré au sein de fonds de suivi financier spécifiques. Les parties conviennent d'adapter le programme au besoin.

25.2 - Travaux de renouvellement à caractère fonctionnel

En vue de garantir le bon fonctionnement du service, le Délégué est habilité à réaliser tous travaux de renouvellement et de grosses réparations qu'il juge utiles, en lieu et place, le cas échéant, des travaux d'entretien et de réparations courantes qui lui incombent en vertu de l'article 21 du présent contrat.

Ces travaux ne comprennent aucune des opérations de renouvellement ou de grosses réparations à caractère patrimonial visés à l'article 25.3 ci-dessous.

Les travaux de renouvellement et de grosses réparations à caractère fonctionnel sont réalisés par le Délégué à son initiative et sous sa responsabilité. Ils font l'objet d'une programmation concertée avec la Collectivité. Le montant annuel des travaux de renouvellement à caractère fonctionnel est de 50 000 € H.T/an à partir de l'année 2015 comprise, jusqu'au terme du contrat (montant non actualisable).

Les travaux de renouvellement et de grosses réparations à caractère fonctionnel sont réalisés par le Délégué à ses frais. Ils font partie des charges du service affermé assumées par le Délégué dans le cadre des rémunérations prévues au Chapitre VI du présent contrat. Ils ne peuvent donner lieu à aucun complément de rémunération.

25.3 - Travaux de renouvellement à caractère patrimonial

Le Délégué n'est pas chargé de réaliser d'opérations de renouvellement patrimonial.

25.4 – Dispositions concernant le renouvellement des branchements plomb

La Directive Communautaire Européenne 98/83 du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine a été transposée en droit français par le décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exception des eaux minérales.

A compter du 25 décembre 2013, la limite de qualité du paramètre plomb est ainsi fixée à 10 µg/l au lieu de 50 µg/l.

La Collectivité a décidé de confier au Délégué le renouvellement de la totalité des branchements en plomb connus sur le réseau de distribution, soit 1504 unités.

En tout état de cause la totalité des branchements en plomb, pour la partie située entre la canalisation nourricière et le compteur d'eau, sera renouvelée par le Délégué selon un programme prévisionnel annuel de réalisation. Ce programme de renouvellement débutera à compter du 1er Juillet 2006 et se terminera au 31 décembre 2014.

Pour tenir compte de l'impact sur le prix du m³ d'eau de ce programme de renouvellement, l'amortissement des charges financières supportées par le Délégué sera lissé sur la durée restante du contrat.

Chaque année, la Collectivité et le Délégué, définiront la localisation des voiries faisant l'objet du programme de renouvellement des branchements, pour tenir compte des projets de travaux de la Collectivité qu'il s'agisse de renouvellement de canalisation et/ou de réfection de voirie.

Cet accord devra intervenir et être notifié au Déléataire le 1er décembre de l'année précédente, selon un modèle de procès verbal formalisant l'arrêté de décision.

a) Définition et périmètre d'intervention du Déléataire

Le renouvellement des branchements en plomb comprend, outre les travaux proprement dits :

- la gestion et la mise à jour des bases de données technique du Déléataire ;
- Les actes techniques liés étroitement à l'exploitation du réseau de distribution et ayant un impact fort sur les abonnés, tels que la manœuvre des vannes pour arrêt d'eau et la remise en service, la garantie de la qualité bactériologique de l'eau distribuée ;
- Les relations avec les abonnés pour les informer, répondre à leurs interrogations, gérer leurs demandes relatives aux travaux sur leur branchement.

Le renouvellement à la Charge du Déléataire porte sur la partie des branchements située sous le domaine public, et sur la partie sous domaine privé entre la limite de propriété et l'emplacement du compteur, ce dernier pouvant être déplacé pour être installé en limite de propriété.

Lorsqu'il doit être procédé au renouvellement de la partie de branchement située sous domaine privé, les travaux sont exécutés avec l'accord du propriétaire, étant précisée que les travaux de remise en état des lieux (pelouse, terrasse, etc..) sont expressément à la charge du propriétaire, conformément aux dispositions du règlement général du service. Le renouvellement des canalisations en plomb dont les abonnés sont propriétaires, qui sont établies en aval immédiat des compteurs d'eau est à la charge de l'abonné.

Le Déléataire informe par avance les occupants des raisons du renouvellement, de la période et des conditions d'exécution des travaux de renouvellement qui seront effectués sur la partie du branchement située en domaine privé.

Si le propriétaire manifeste son opposition à la réalisation des travaux (pour la partie située en domaine privé) le Déléataire confirme la nécessité de procéder aux travaux de renouvellement par voie de lettre recommandée avec accusé de réception.

Si l'opposition est maintenue après un délai de 15 jours suivant la date d'envoi de la lettre recommandée avec accusé de réception, le Déléataire en prend acte et en informe la Collectivité : il est réputé avoir rempli ses obligations en ce qui concerne le branchement considéré et dégagé de toute responsabilité à l'égard de la teneur en plomb qui pourrait être constaté au robinet de l'abonné. Dans cette hypothèse, il sera procédé d'office par le Déléataire au déplacement du compteur en limite de propriété.

Les opérations de renouvellement des branchements en plomb sont en outre réalisées en coordination avec les services de voirie de la Collectivité, qui informe chaque année le Déléataire des travaux de voiries et de tranchées qu'elle prévoit de réaliser.

b) Financement et subventions du renouvellement des branchements en plomb.

Dans le cas où les opérations de renouvellement des branchements en plomb, financées par le Déléataire, ont été subventionnées, par un ou plusieurs organismes publics, les conditions d'applications techniques, administratives et financières, ont été régies par une convention entre la Collectivité et le Déléataire. La convention a été faite sur l'initiative de la Collectivité.

En tout état de cause, le renouvellement des branchements plomb a été réalisé au 31 décembre 2014. »

ARTICLE 13 – DATE D'EFFET ET AUTRES CLAUSES

Le présent avenant n°2 prendra effet le 1^{er} mai 2015 ou à la date de visa des services du contrôle de légalité si cette date est postérieure.

Toutes les dispositions du contrat d'affermage et de son avenant n°1, non expressément modifiées par le présent avenant n°2 demeurent applicables.

ARTICLE 14 – DOCUMENTS ANNEXES

Les documents suivants sont annexés :

Annexe 1 : Règlement du service

Annexe 2 : Compléments au Bordereau des prix

Annexe 3 : Modalités de mise en œuvre de la télérelève

Fait en trois exemplaires originaux à Ollioules, le 2015.

Pour la Collectivité,
Le Maire,

Pour le Délégué,
Le Directeur Général Délégué,

Mr Robert BENEVENTI

Mr Rodolphe LELIEVRE

ANNEXE 1

REGLEMENT DU SERVICE

ANNEXE 2

Compléments au Bordereau des Prix

ANNEXE 3

Modalités de mise en œuvre de la Télérelève

Le Délégataire prévoit l'installation de :

- 4 récepteurs permettant la collecte des informations d'index des compteurs d'eau équipés d'un émetteur ;
- 153 émetteurs équipant les compteurs d'intérêt général.

Le Délégataire est autorisé à équiper les compteurs d'émetteurs permettant la télérelève des consommations des abonnés. Ces équipements seront posés par le Délégataire aux frais de l'utilisateur.

Le Délégataire est autorisé à recourir aux services des entreprises spécialisées, filiales de Lyonnaise des Eaux dédiées aux téléservices, qui interviendraient en qualité de sous-traitant pour fournir, installer ou exploiter les équipements nécessaires à la télérelève et aux services associés.

Les équipements et systèmes informatiques constituent des biens du sous-traitant.
Les émetteurs équipant les compteurs sont des biens de retour.

